

Cannabis : la mise en régie sous contrôle de l'Etat me paraît la seule solution pragmatique

En tant que buraliste en banlieue parisienne, je suis membre malgré moi de la filière chiticole française. En effet, c'est nous qui vendons le papier à joint, le fameux OCB long qui peut être vendu aussi en rouleau pour des pétards géants. Et nous avons aussi des blunts pour des joints parfumés.

Je peux donc témoigner que le cannabis concerne T.O.U.T L.E M.O.N.D.E !!! Mes clients qui me demandent un paquet de Marlboro, Philip Morris ou Camel avec un « ocb slim » ou un « ocb long » sont légions et de toutes les catégories sociales, du jeune de banlieue, à l'ouvrier du bâtiment jusqu'à l'employé de banque etc... Les estimations de l'observatoire des drogues et toxicomanie

<http://www.ofdt.fr/BDD/publications/docs/dcc2012.pdf>) ne me surprennent absolument pas. 3,8 millions de personnes ont consommés du cannabis dans l'année. 1,2 million en consomment régulièrement et 550 000 tous les jours.

Ces données et ce que je constate tous les jours me font admettre la faillite totale de la politique de prohibition du cannabis. N'importe qui peut se fournir n'importe quand. Notamment dans les cités à côté de chez moi. L'Etat n'a pas les moyens de sa politique. Pour que la prohibition fonctionne, il faudrait déployer des moyens en force de l'ordre et justice tels qu'un Etat exsangue ne peut les avoir. Et s'il veut les mettre, au dépend de quel autre service publique devra-t-il les prendre ? Et s'il veut vraiment être efficace dans l'interdiction, quelle mesure coercitive faudra-t-il employer vis à vis des consommateurs en sachant que

presque 14 millions de français en ont consommés ? Le risque politique n'est-il pas évident pour des gouvernants de gauche et de droite timorés ?

La question n'est plus de savoir si le cannabis c'est bien, c'est mal ou s'il faut l'autoriser. Oui, évidemment que le cannabis a des effets délétères ! Évidemment que dans un monde parfait il faudrait le supprimer ! Mais comme l'Etat n'en a pas les moyens aujourd'hui on fait quoi, alors ?

Pour l'instant rien. Statu quo. Le trafic est donc entre les mains de trafiquants de banlieue qui gagnent plus à trafiquer qu'à travailler. Ils gagnent ainsi plus que leurs profs ou plus que les policiers. Comment mener une politique d'intégration et d'insertion dans ces conditions ? Comment susciter l'effort quand la facilité est là ? Comment rétablir la république quand les bandes ont un intérêt économique direct à leur emprise sur un territoire ?

A mes yeux, la seule politique qui est possible c'est la mise en régie du cannabis par l'Etat avec délivrance et consommation en coffee shop. Stéphane Gatignon, Daniel Vaillant entre autre ne sont pas loin de ce concept. Pour moi, c'est la seule politique capable d'éradiquer les trafiques dans les banlieues et de « couper l'herbe » sous les pieds des nouvelles mafias. Certes, c'est autoriser la vente d'un produit délétère. Mais avons nous le choix pour éradiquer ces mafias ? La prohibition ne fonctionne pas. Et d'ailleurs, en tant que buraliste, je constate qu'à cause de la lutte anti-tabac qui rend le tabac prohibitif, 21% des cigarettes fumées en France en 2012 sont issues du commerce illégale et pour les trois quarts de la contrefaçon. L'Etat s'engage dans une politique de prohibition et ça profite à qui ? Aux trafiquants !!! En 10 ans 6000 buralistes ont disparu ainsi que 20 000 emplois. Combien de trafiquants sont apparus ? A qui va leurs bénéfices ?

En bref, en matière de cannabis on a deux choix. Soit une

politique de guerre ouverte ultra répressive qui nécessite des moyens considérables et de gros risques politiques. Soit une mise en régie et une vente sous contrôle d'Etat pour éradiquer les trafics économiquement. Mais attention ! Que ce soit l'une ou l'autre des politiques, la question principale et centrale reste : qu'est-ce qu'on va faire des dealers et de tous ceux qui gravitent autour de la vente du cannabis en banlieue ? Vous croyez qu'ils vont se laisser dépouiller de leur manne sans rien dire ou sans rien faire ? A quelles émeutes de 2005 puissance 10 ont se risquerait alors ? Comment allons nous remplacer ces revenus qui irriguent les cités ? Croyez-vous un seul instant que ces petites « cailleras » vont accepter une formation pour avoir un vrai travail à 1000E/mois ? N'est-ce pas pour cela qu'on est dans le statu quo actuel du ni-ni ? Le commerce du cannabis est circonscrit aux banlieues ou personne ne veut aller et ou personne ne va. Ces zones votent peu. Vivez ailleurs et tout va bien. Cela ne vaut-il pas mieux qu'une guerre civile ? Peut-être ? Après tout !

Mais qu'en est-il de l'idéal de la République ? De cette République soit disant indivisible mais si divisée car sa loi ne s'applique pas dans ses territoires de ses villes les plus déshéritées.

Laurent Simon